

JOURNEE DE FORMATION CONTINUE DU 25 AVRIL 2007

Cette journée est organisée par la CIIP CONFERENCE INTERCANTONALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA SUISSE ROMANDE ET DU TESSIN, la FONDATION EDUCATION ET DEVELOPPMENT, LORGANE FILMS POUR UN SEUL MONDE, en collaboration avec VISIONS DU REEL.

18H-19H Table Ronde animée par Jean Perret "Peut-on enseigner sans images ?"

Intervenants :

Alain Bouquet, Directeur Gymnase Auguste Piccard,
Daniel Bovard, cinéaste et professeur au Gymnase de Burier,
Philippe Martinet, député et vice-président des Verts vaudois, Chef de l'Office vaudois de perfectionnement scolaire, transition et insertion professionnelle OPTI
Lucia Nasel-Ambrosio, professeur d'histoire et esthétique du cinéma dans le secondaire post-obligatoire, formatrice MITIC, commissaire "cinéma" du Département des affaires culturelles de Genève,
Philippe Scheller, responsable ad interim de la Section Production du Service Ecoles-Médias SEM de Genève.

Jean Perret présente les intervenants et les remercie d'avoir accepté de participer à ce débat qui clôt la journée de formation continue.

Lucia Nasel Ambrosio remercie le Festival et son président Jean Perret de l'accueil et du soutien qui sont réservés depuis longtemps aux enseignants genevois, et qui ont été étendus en ce jour aux enseignants de toute la Romandie. Le Festival est un cadre idéal pour l'éducation à l'image, grâce aux qualités esthétiques, éthiques et thématiques des films qui y sont montrés. La journée de formation continue a été suivie par 50 enseignants qui se sont déjà déclarés très satisfaits du programme qui leur a été proposé : une journée qui correspondait à leurs attentes. Il est vrai que l'initiation aux TIC est incontournable et doit figurer dans le cursus obligatoire, explique Lucia Nasel Ambrosio ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas. L'école ne laisse que très peu de place à cette discipline. Parents et enseignants devraient parler d'images avec les jeunes, de la maternelle à l'Université. L'apprentissage de la lecture de l'image doit être légitimé par le biais d'un enseignement transversal poly-disciplinaire, ou mieux encore par une dotation horaire d'une, voire deux heures du cursus scolaire. Pour souligner l'urgence de son propos et la nécessité d'un changement, Lucia Nasel Ambrosio rappelle les événements de Littleton High School (voir plus loin).

Philippe Martinet ironise en résumant les débats politiques des 30 dernières années dans le canton de Vaud à trois phases : Dans les années 80 ont débuté les débats sur les constructions scolaires, dans les années 90 les réformes des structures scolaires. Maintenant, on en est aux contre-réformes. Chaque décennie a ses préoccupations, et le décryptage de l'image n'en fait jamais partie. Mais il ne faut pas désespérer, même si ce n'est pas le moment de revendiquer un "enseignement de l'image", qui est toujours relégué au second plan, parce que :

- d'abord, les politiciens veulent qu'on enseigne les bases (français, mathématiques,...), dans une logique utilitaire.

- on est en plein discours inflationniste (avec les technologies de l'info, le prêt à l'emploi qui doit tout faire, on est en pleine dérive sur les attentes envers l'école,
- le découpage de la matière par branches s'accommode mal des matières transversales comme l'éducation aux citoyennetés, l'éducation à l'image, etc.
- la formation très spécialisée des maîtres n'est guère favorable à l'introduction de l'éducation à l'image,
- l'organisation du temps (le "zapping" scolaire toutes les 45') est aussi contraire à ce type de pédagogie, fondée sur le projet et l'activité de l'élève,
- toutes les directives données et reçues à ce jour sont floues, l'enseignant continue à jouir d'une liberté totale. On tolère des approches obsolètes, à côté de méthodes à la pointe du progrès. On peut enseigner n'importe quoi n'importe comment, du moment que les élèves sont tenus. Telles sont les conséquences du "management soft" qui est le nôtre !
- le travail sur l'image implique l'enseignant : il faudrait moins de techniciens de la transmission du savoir, plus de passionné-es, prêt-es à nuancer l'enseignement frontal face à une classe (là je ne pige pas, moins de missionnaires ? n'a-t-il pas dit l'inverse ?) Cette pédagogie de l'image implique de lourdes préparations, mais apportera certainement des résultats plus gratifiants.
- les enseignants ont peu de moyens pour aborder cette étude, ils sont peu documentés, ils ne sont pas formés pour faire des ateliers de décodage d'images,
- la dotation en période d'enseignement est trop restreinte pour accorder une place à cet enseignement,
- il existe un véritable cloisonnement entre les spécialistes de l'images et les maîtres (semi-) généralistes.

Comment réagir à ce tableau pessimiste ? Il faudrait que les institutions politiques fixent des objectifs de compétences dans le domaine de l'image, légifèrent sur ce point,

- les maîtres planifient l'enseignement en intégrant la dimension de l'image dès le début de la scolarité,
- "tricotent" une collaboration entre spécialistes et semi-généralistes. Permettent à des artistes de venir dans les classes (comme Gérard Demierre ou la ligue d'improvisation pour le théâtre, ou la compagnie Philippe Saire pour la danse). Il leur faudra donc prévoir des budgets additionnels,
- obtiennent que la périodicité de 45' "explose" (il faut des périodes plus longues pour ce genre de démarche),
- les autorités obtiennent (exigent) des enseignants des retours sur leurs pratiques professionnelles au service de ce type d'objectifs. Ce qui implique un management moins "soft", plus "pointu".

Alain Bouquet prend alors la parole et constate que les responsables-décideurs sont absents de cette journée, il n'y a pas de représentants du Conseil d'Etat. A ses yeux, cette absence marque une volonté politique, en dépit des bonnes raisons invoquées par les absents. Il se fait aujourd'hui une réflexion qui va déranger les politiques lesquels ne pourraient pas continuer à prétendre que "l'approche de l'image se fait toute seule", que les jeunes n'ont pas besoin de l'école pour ça. C'est le contraire qui est vrai, les jeunes ont besoin d'une vraie grammaire du visuel, enseignée comme une vraie discipline. Il ne faut pas s'en tenir à un constat résigné, il faut vouloir et obtenir des rencontres avec des personnalités politiques, en commençant par des rencontres nyonnaises avec un panel plus représentatif de la classe politique. Il déplore également qu'il n'y a pas de budget prévu pour l'éducation à l'image contrairement à des sujets comme « la mal-bouffe » par exemple.

Philippe Schaller tient à rappeler l'investissement important d'André Chavannes dans les années 70 :

- a. pour produire des médias,

- b. pour favoriser un apprentissage des médias par les médias,
- c. pour rendre possible une véritable critique de l'information.

Puis, dans les années 80, les moyens se sont réduits, on n'a plus procédé à la critique des médias, mais on s'est contenté de l'éducation aux médias, sachant que l'usage des médias a des incidences indéniables. Tous les gens ici-présents sont convaincus que l'éducation à l'image fait partie des bases fondamentales. Mais...

A Genève, en 2006, l'éducation aux MITIC était noyé dans un magma transversal et n'était plus une discipline en soi.

Philippe Schaller estime qu'il faut utiliser le schéma qui consiste à créer des réseaux entre institutions et entre cantons (?) (mettre en commun des points forts pour arriver à avancer). Rien n'existe à ce jour. Pascale Schreyer nuance en précisant que la Comète (Commission des médias et des technologies dans l'éducation) a un plan d'action, qui reprend le programme d'activité de la CDIP.

Daniel Bovard, cinquième intervenant, est convaincu que l'enseignement à l'image doit commencer à la maternelle et se poursuivre jusqu'à la matu, voire à l'université. Si l'école ne se dote pas d'enseignants et d'heures d'éducation à l'image, les conséquences pourraient être dramatiques. Daniel Bovard cite Godard qui a dit « mot et image, c'est comme chaise et table, si vous voulez vous mettre à table il faut les deux » M. Bovard prône vigoureusement l'enseignement de l'image en soi, et affirme qu'il est dangereux de s'arrêter à des souhaits vagues ou à des constats. Il faut plancher sur la formation des maîtres, les budgets nécessaires, le temps requis, les problèmes qui vont se présenter. Nous savons que nos élèves passent des heures à consommer de l'image, nous devons les accompagner. Il faut donc faire ces demandes sans attendre et sans mettre de gants!

[Ndlr : Au cours de son intervention, Lucia Nasel Ambrosio a évoqué le cas d'Eric Harris et Dylan Klebold, les deux adolescents responsables du massacre de Littleton High School le 20 avril 1999, qui disaient avoir été inspirés par le film *Basket Ball Diaries* (Scott Kalvert, 1995), dans lequel le personnage de Leonardo di Caprio, dans un cauchemar, se voit cribler de balles toute une classe. Cet exemple de perversion de lecture de l'image ne suffit-il pas à convaincre nos autorités d'un besoin réel d'éducation aux TIC ? Et que l'on réfléchisse aussi à la gloire posthume de ces deux ados : au travers du film qui leur fut consacré, *Bowling for Columbine* (Michael Moore, 2002) ou de propos tels que ceux de Mélissa Andersen, dix-sept ans, qui gère un site de fans dédié à Eric et Dylan depuis l'Iowa, dont le ton démontre que "le drame de Columbine a accouché d'un autre culte, (...qui...) prospère dans une autre Amérique, parmi les exclus, les égarés, les rejetés qui en conçoivent de la haine. Là, Eric Harris et Dylan Klebold ne sont plus des meurtriers, mais des vengeurs héroïques. Des milliers d'adolescents les considèrent comme des exemples, pour des raisons que résume parfaitement Melissa Andersen(...) "Si je trouve qu'Eric et Dylan ont été cool de faire ce qu'ils ont fait, c'est parce qu'ils se sont révoltés. Ils étaient constamment harcelés [...], ils savaient que personne ne ferait rien, personne ne les écoutait [...], ils ont pris les choses en main!" ... Ces anti-héros (...) ont autant d'impact que le personnage d'Alex De Large dans *Clockwork Orange* (Stanley Kubrick, 1971). Et ils ont l'avantage d'avoir existé. Des forums de discussion, ... des sites à leur mémoire ... (sont légion et) ... reçoivent la visite de centaines de milliers d'internautes. » (Extraits d'un article de Johann Hari paru dans le magazine londonien *The Independent* http://www.voxdei.org/afficher_info.php?id=8800.90)

Plus proche de nous, on peut évoquer le cas de Cho Seung-hui, le tueur de Virginia University qui a abattu le 16 avril 2007 plus de trente élèves et professeurs. Il a laissé des photos où il prend une pose, avec son arme, calquée sur celles de deux comédiens du film *Old Boy* (Park Chan-Wook, 2003), dont il dit s'être inspiré. Dans ce "film hallucinant, le héros s'échappe d'une pièce où il a été détenu quinze ans durant et sans raison, et tue à coupes de marteau ceux qu'il rend responsables de sa détention." (Philippe Grangereau, *Le Temps*, 28 avril 2007}

Sont-ce là les conséquences dramatiques évoquées par Lucia Nasel Ambrosio et Daniel Bovard ? Il est bien clair que leur mise en garde n'est pas à prendre à la légère, et nous aurions tous tort de nous dire que ces cas sont exceptionnels, ou que cela ne concerne que les Américains...]

Jean Perret remercie chacun des intervenants d'avoir présenté son point de vue et propose d'initier un débat général. Il propose aux gens présents de s'exprimer, pendant les trop courtes minutes qui restent.

Philippe Martinet se déclare sceptique après avoir entendu la proposition de déclaration de guerre sur les dotations horaire. Toutes les disciplines se plaignent d'avoir trop peu d'heures, rien de positif ne sortira de cette démarche.

Suzanne Tanner-Béguelin nous signale qu'en 1992 a été signée la "Déclaration de Chaumont", texte affirmant la nécessité de l'enseignement de l'image et donnant un mode d'introduction de ces heures dans les programmes. La Déclaration a été distribuée, mais n'a été suivie d'aucun effet.

Philippe Scheller précise qu'il y a eu **une** suite : la Déclaration de Chaumont est à l'origine de l'accord du DIP genevois avec la Société des droits d'auteur qui permet d'utiliser les médias à l'école.

Philippe Spagni commence par exprimer sa satisfaction sur le programme offert en cette journée, entre le film d'auteur (le film d'expérimentation d'Alain Cavalier) sur lequel on peut aisément travailler, et les documentaires de l'après-midi. Il estime cette journée "exemplaire". Tout ce que l'on peut faire et faire avec une caméra, on a pu le voir aujourd'hui.

Lucia Nasel Ambrosio précise qu'à Genève, les cours de formation continue ont une offre double : les cours d'histoire et d'esthétique du cinéma et les cours de pédagogie de l'image.

Daniel Bovard, fort de son expérience personnelle, souligne que faire du film et lire du film sont les deux axes que devraient connaître tous les élèves. Il serait donc bon d'engager dans les écoles des gens d'écoles spécialisées, par exemple de l'ECAL.

Anne Cuénod a tenté d'enseigner l'éducation à l'image pendant 27 ans, et n'a vu et vécu pendant ces 27 ans que des suppressions : elle a dû abandonner peu à peu cette approche de l'image, renoncer aux visites de musées (sur directives du DIP) pour s'en tenir à un enseignement plus utilitaire. La volonté économique est de fabriquer des gens "conformes" à des secteurs, des diplômes utiles. Tout s'est dégradé ! Anne Cuénod n'en a pas moins aimé cette journée et remercie les organisateurs.

Philippe Martinet se permet de signaler à Anne Cuénod que la situation à l'heure qu'il est semble paradoxalement inverse dans le canton de Vaud : il n'y a jamais eu autant de licences avec des branches "exotiques" et on n'a jamais été aussi bon dans les visites de musées!!

Matilda Tavelli Cunado et Lani Weber Schaer, organisatrices du **Festival du film d'animation et de fiction de 3 à 99 ans CINEMATOU**, qui se tiendra à Genève pour la 2^{ème} fois du 6 au 14 octobre 2007 renchérissent : l'éveil à l'image est fondamental, c'est dans ce but qu'elles ont lancé le Festival CINEMATOU. Mais elles ont d'énormes difficultés à obtenir le soutien des DIP. Le Festival possède et peut fournir des courts

métrages, et des outils pédagogiques préparés pour des enfants en bas âge. Elles collaborent depuis leurs débuts avec la TSR.

Claude Bernachon, enseignant à Genève, ne peut qu'approuver les propositions et regrets déjà exprimés : il faut enseigner le décryptage de l'image dès l'enfance. Et les obstacles sont innombrables (temps, matériel, gens prêts à le faire, etc.) Il remercie les organisateurs d'avoir permis aux participants de prendre part à la leçon de cinéma donnée par Alain Cavalier.

Karine Odorici qui a été formée à l'ECAL et enseigne depuis peu au Mont-sur-Lausanne remercie à son tour du programme offert en ce jour et affirme que dans son enseignement des arts visuels, elle compte se consacrer largement au décryptage de l'image.

Jean Perret se réjouit de constater que les films du jour se prêtent parfaitement à une exploitation en classe. Dorothee Lang se déclare très satisfaite de la journée, elle a senti l'intérêt des enseignants, elle est certaine qu'une telle démarche correspond à un besoin.

Cathy Dey, de Genève, se demande si un tel enseignement est une affaire de spécialistes. Et quelle collaboration on pourrait imaginer avec les professionnels du cinéma. Mais elle aussi souscrit à l'idée que l'accès à la culture cinématographique, l'accès à une grammaire pour lire l'image sont incontournables. Le DIP genevois essaie de créer des liens entre les professionnels de l'image et les écoles. Ce serait dommage de remplacer cela par une approche utilitariste de l'image.

Jean Perret en conclut que c'est le devoir de cette assemblée, celui des organisateurs de cette journée et celui de Visions du Réel, en tant qu'entités publiques, de procéder à un état des lieux rigoureux, de lister ce qui se fait, et ce qui ne se fait pas, et de proposer dans les meilleurs délais des solutions (pour parer au flux audio-visuel qui nous écervele au quotidien) et demander leur mise en pratique immédiate.

Philippe Martinet signale que 2008 marquera le 15^{ème} anniversaire de la Déclaration de Chaumont. Il sera temps d'en faire le bilan, d'interpeller les autorités et d'insister pour qu'elles participent activement à la mise en place d'un enseignement généralisé de l'image. Il souhaite que ladite Déclaration soit mise en ligne par le SEM et la CIIP.

Myriam Bouverat déplore ce report d'action à 2008 : le futur plan d'études est en train d'être finalisé dans le Canton de Vaud, et la part réservée aux MITIC est plus que congrue ! En 2008, il sera trop tard. Il y a urgence.

Jean Perret se voit contraint de clore le débat et demande aux membres organisateurs un retour aussi prompt que possible sur la discussion, retour qui devra être mis en ligne, envoyé dans les divers DIP et servir de base de travail.

Suzanne Déglon Scholer, enseignante au gymnase, responsable de Promo-Film Ecoles et de la TRIBUne des Jeunes Cinéphiles, Lausanne, avril 2007